

Lutte contre le déficit public

Par [JFB](#) le lun 12/01/2009 - 02:37

✖ Un cheval de bataille prioritaire en 2009

Le projet de loi sur la diminution des dépenses publiques a été voté par le parlement. Dès la fin de l'année 2008, le 13e mois des fonctionnaires et des employés du public n'était pas payé et celui des retraités était plafonné à 80 000 HUF. L'objectif de ces mesures est de contribuer à la diminution des dépenses publiques de 600 milliards de HUF le plus vite possible. Dans le même temps, le resserrement de l'administration publique et la réduction du nombre des municipalités (soit 3200 sur tout le territoire), qui sont les principales sources de dépenses publiques, ne sont pourtant pas en question.

En 2002 le premier gouvernement MSZP avait introduit un système de paiement des retraites et salaires du 13e mois, pour équilibrer les taux de croissances plus modérés en valeur réelle du secteur public face à ceux du secteur privé. Mais son financement a constamment posé problème. Le système des retraites produit en effet chaque année un déficit de 500 milliards de HUF, car les cotisations diminuent de plus en plus, et s'avèrent impossible à financer à moyen terme. Quant au salaire du 13e mois, il est considéré comme une sorte de prime pour les employés publics, représentant des charges croissantes pour l'Etat.

Avec la suppression temporaire des versements du 13e mois, le gouvernement projette de réduire les dépenses publiques de 600 milliards de HUF, dont la moitié sont requises par le FMI, l'autre étant destinée à créer « une réserve de sécurité » pour pouvoir financer les éventuelles interventions de l'Etat lors la crise financière. Avec la suspension des salaires du 13e mois, l'Etat pourrait épargner 120-140 milliards et la diminution des retraites pourrait rapporter 210-220 milliards.

Mais pourquoi le versement du 13e mois est-il autant au centre des débats politiques actuels ? C'est une question de pression sociale. Cela fait 20 ans que la Hongrie a choisi d'introduire l'économie de marché, d'échanger les éléments centralisés par les forces du marché. Or la société revendique encore une importante redistribution et des allocations centralisées, synonymes de sécurité

sociale, et met la pression sur l'Etat afin de maintenir les principaux systèmes de l'Etat providence. L'Etat est ainsi très fortement touché par les difficultés de financement et de redistribution. Difficultés, dont il cherche, en cette période de crise, à se débarrasser au plus vite. Néanmoins, avant de toucher au 13e mois, il serait préférable d'analyser son effet sur la consommation, car avec un éventuel effet multiplicateur il pourrait rapporter plus de revenus nationaux que de dépenses.

La consommation publique hongroise est extrêmement élevée. Confronté au PIB, la Hongrie dépense autant qu'un pays scandinave, mais les revenus nationaux ne s'élèvent qu'au niveau des Balkans. Face à des systèmes de redistribution vieillissant, à une taxation inefficace et qui entrave la croissance, la suspension du 13e mois pourrait en effet réduire les dépenses publiques à court terme, mais à long terme c'est le système économique et social dans sa totalité qui devrait être réformé.

Kata Bors

•
Catégorie
Agenda Culturel